IRAN : APRÈS LA MANIFESTATION DE LUNDI DERNIER

Le régime intégriste s'affole

Le régime islamiste iranien a violemment réagi après une première manifestation, organisée lundi dernier, par l'opposition à Téhéran. Une marche à laquelle avait appelé «l'opposition réformatrice» et que les Mollahs au pouvoir ont durement réprimée : deux morts et de nombreux blessés par balles étaient officiellement annoncés hier par les autorités.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) -Selon un député, membre de la commission de la sécurité et des affaires étrangères au Parlement, les victimes sont des partisans du régime : «Le ministre (de l'Intérieur ndlr) nous a dit que deux membres des forces révolutionnaires et populaires sont tombés en martyrs et un nombre indéterminé ont été blessés par balles». Tout cela selon l'agence de presse officielle iranienne. Au Parlement iranien, la «sentence» n'a pas tardé. 223 sur 290 députés ont rédigé une lettre, lue à la tribune du Parlement hier mardi. Le ton est donné : «Mort à l'Amérique !», «Mort à Israël !» et, surtout «Moussavi et Kherroubi doivent être pendus», ces derniers étant les chefs de l'opposition. Le chef du Parlement Ali Larijani enchaîne : «Le Parlement condamne cette action américano-sioniste anti-révolutionnaire et antinationale des séditieux». Il annonce aussi «la création d'un comité pour examiner ce mouvement contre-révolutionnaire». Quant au «procureur général du pays», il promet devant le Parlement : «Certains chefs de la sédition tels Moussavi et Kharroubi doivent être jugés comme « corrupteurs sur terre», c'est-à-dire la peine de mort, tout simplement. Au plan diplomatique, l'on frôle déjà la rupture diplomatique entre Téhéran et Madrid. Le gouvernement espagnol a convoqué l'ambassadeur iranien pour lui transmettre ses protestations officielles suite à l'arrestation, pendant quatre heures, d'un de ses diplomates à Téhéran, lundi, alors qu'il se trouvait près des lieux de la manifestation, et menace de rappeler son ambassadeur si le gouvernement iranien ne présente pas, «dans les 48 heures, des excuses ou des explications valables» sur ce qu'il qualifie de «très grave et inacceptable». Ceci étant, c'est, bien sûr, avec «le Grand Satan» que le langage du régime intégriste de Téhéran est plus musclé. «Les commentaires faits ces derniers jours par des officiels américains émanent de leur confusion en raison des changements dans la région. Ces changements ont infligé un coup aux intérêts des puissances qui appuient le régime sioniste. En faisant ce genre de commentaire, ils feignent d'ignorer cela», déclarait, par exemple, hier, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères iranien, en réaction aux propos de Hillary Clinton.

La secrétaire d'Etat américaine avait clairement affirmé, en effet, que «nous (les Etats-Unis, ndlr) souhaitons la même chance à l'opposition et aux personnes courageuses qui sont descendues dans la rue à travers l'Iran que celle qu'ont su saisir leurs homologues égyptiens la semaine dernière». En fin d'après-midi, c'est le président américain en personne qui s'y mettra : Obama dira : «J'espère que nous allons continuer à voir le peuple d'Iran avoir le courage d'exprimer sa soif de liberté et son désir d'avoir un gouvernement représentatif». Le face-à-face ne fait certainement que commencer entre Washingthon et les «Mollahs», sur cette nouvelle affaire…

K. A.

Photo : DR

AFFLUX D'IMMIGRANTS À LAMPEDUSA

Rome et Bruxelles viennent en aide à Tunis

L'Italie, par la voix de son ministre des Affaires étrangères, a proposé à Tunis «une coopération pragmatique et opérationnelle» afin de faire face à l'afflux massif d'immigrants clandestins. Rome, Paris et Bruxelles se sont engagés à débloquer des fonds pour venir en aide à Tunis.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Les tensions entre Rome et Tunis semblent s'être atténuées ces dernières 24 heures. L'Italie, qui fait face depuis quelques jours à un afflux de plusieurs milliers d'immigrants clandestins en provenance de Tunisie, avait, dans un premier temps, émis le souhait de poster des policiers sur le sol tunisien. Une proposition rejetée en bloc par le gouvernement de transition que dirige Ahmed Ghannouchi. Lundi soir, Rome a dû dépêcher son ministre des Affaires étrangères à Tunis afin de trouver une solution à cette crise. Au terme d'une visite de quelques heures, Franco Frattini a proposé «une coopération pragmatique et opérationnelle» afin d'endiguer le flux des immigrants clandestins vers le sud de l'Italie. Pour mettre en œuvre cette stratégie, Rome a décidé de débloquer une aide financière de 5 millions d'euros au profit de Tunis. D'un autre côté, le gouvernement italien a saisi officiellement la Commission européenne afin d'obtenir une aide de 100 millions d'euros.

Elargissement du système Frontex

La demande financière de Rome devrait être prise en charge à travers une demande de contribution aux autres pays de l'UE lancée, hier, par la Commission européenne. En parallèle, il a été décidé d'élargir l'action de l'agence de surveillance des frontières européennes (Frontex). «Frontex se prépare à une mission dans la région», a indiqué Michele Cercone, porte-parole de la commissaire chargée des affaires intérieures Cécilia Malmström, a rapporté, hier, l'Agence France Presse.

Ilkka Laitinen, le directeur de cette agence, a confirmé l'intervention de Frontex à Lampedusa, île italienne où ont débarqué plus de 5 000 immigrants tunisiens. «D'ici quelques jours, nous aurons lancé cette opération», a déclaré M. Laitinen lors d'une conférence de presse en marge du Congrès européen de la police. Créée en octobre 2004, la mission de Frontex est d'aider les États membres à mettre en œuvre les règles communautaires relatives aux frontières extérieures et de coordonner leurs opérations dans la gestion de ces frontières extérieures. Chaque État membre reste toutefois responsable de la partie de frontière qui se trouve sur son territoire. L'Agence a pour mission d'aider à garantir des normes communes et un haut niveau d'efficacité.

La France, prochaine étape

En fait, il semblerait qu'une grande majorité d'immigrants clandestins présents à Lampedusa souhaitent rallier le territoire français. La France ne s'est pas encore prononcée officiellement sur son intention d'accueillir un nombre aussi important de ressortissants tunisiens. «Nous prendrons des décisions avec l'ensemble de l'Europe», a souligné Brice Hortefeux, le ministre français de l'Intérieur, sur la chaîne de télévision française LCI. Laurent Wauquiez, le ministre des Affaires européennes, a pour sa part annoncé que la France n'accepterait de prendre en charge que des cas «très marginaux» car elle ne veut pas donner «une prime à l'immigration illégale».

Contrôles renforcés

De leur côté, les autorités tunisiennes ont décidé de renforcer le contrôle des principaux ports du pays afin d'éviter de nouveaux départs de clandestins vers Lampedusa. «Sur les côtes tunisiennes, à Gabes, Sfax ou Zarzis, villes du sud à fort taux de chômage d'où sont partis des centaines de jeunes, les forces de l'ordre ont renforcé les contrôles. A Zarzis, l'armée patrouillait dans les rues à bord de blindés légers et était très présente au port de pêche dont elle bloquait l'accès aux non-pêcheurs», a constaté, hier, l'AFP.

Cependant, il semblerait que les autorités tunisiennes ne disposent pas des moyens nécessaires pour endiguer cette vague subite d'émigration clandestine. Il est même prévu de nouveaux départs massifs à la faveur d'une accalmie des conditions météorologiques dans cette partie de la mer Méditerranée.

Levée du couvre-feu

Sur le plan interne, la situation politique reste encore très floue malgré la levée, hier, du couvre-feu décrété, hier, par le ministre de l'Intérieur. Ce dernier a toutefois précisé que l'état d'urgence resterait encore en vigueur. «L'état d'urgence est maintenu jusqu'à nouvel ordre. Le ministère a annoncé que le couvre-feu était levé dans l'ensemble du pays», a annoncé l'agence tunisienne TAP. Rappelons que l'état d'urgence et le couvre-feu avaient été imposés avant le départ précipité de l'ex-chef d'Etat, Zine El Abidine Ben Ali. Sur un autre plan, l'AFP a fait état, hier, de «l'inquiétude» de la communauté juive de Tunisie suite à «des incidents antisémites devant la grande synagogue de Tunis». «J'ai rencontré samedi le Premier ministre Mohamed Ghannouchi et lui ai fait part de cet incident. Je pense que c'est un incident qui peut se reproduire», a déclaré à l'AFP le président de la communauté juive de Tunisie Roger Bismuth.

T. H.

KOWEÏT

18 policiers jugés le 8 mars pour avoir torturé un homme à mort

Le procureur général du Koweït a indiqué hier que 18 policiers et 2 civils avaient été inculpés après le décès d'un homme torturé dans un commissariat, précisant que leur procès doit s'ouvrir le 8 mars. Selon un communiqué du procureur Dherar al-Asoussi cité par l'agence d'Etat Kuna, certains de ces hommes sont soupçonnés d'avoir torturé à mort Mohamed Ghazzai al-Moutairi, 35 ans, pour lui faire avouer son implication dans un commerce illicite d'alcool. Les autres sont poursuivis pour détention illégale ou extorsion d'aveux sous la torture. La victime avait été déposée, déjà morte, à l'aube du 11 janvier à l'hôpital de la ville pétrolière d'Ahmadi, en provenance d'un commissariat voisin. Selon le rapport d'autopsie, l'homme était couvert d'ecchymoses et de blessures, et ses jambes étaient entravées. Une première audience est programmée devant la cour pénale le 8 mars dans cette affaire qui a secoué la petite monarchie du Golfe, a précisé M. Asoussi. Ce cas de torture a entraîné la démission du ministre de l'Intérieur, cheikh Jaber Khaled Al-Sabah, membre de la famille régnante. Une commission d'enquête parlementaire a conclu que M. Moutairi avait apparemment été arrêté pour des raisons personnelles et qu'il avait été sévèrement torturé pendant six jours, dont trois dans un lieu isolé, dans le désert.

BAHREÏN

Des milliers de manifestants dans le centre de Manama

Des milliers de manifestants étaient rassemblés hier en fin d'après-midi dans le centre de Manama, certains réclamant un changement de régime, selon un journaliste de l'AFP.

«Le peuple veut la chute du régime», répétaient certains manifestants, reprenant le principal slogan du soulèvement en Egypte. Les manifestants ont afflué après les obsèques de l'un des deux chiites tués à Bahreïn lors de la répression des protestations anti-gouvernementales qui ont éclaté lundi dans ce petit royaume du Golfe à majorité chiite, gouverné par une dynastie sunnite. Les manifestants ont commencé à installer des tentes au milieu de la place de la Perle, qu'ils ont rebaptisée «Place des martyrs», et affirmé leur intention d'y demeurer jusqu'à ce qu'ils aient obtenu satisfaction de leurs revendications. «Nous avons appris des leçons de l'Egypte et de la Tunisie. Nous voulons une nouvelle Constitution, la fin de la discrimination, et l'instauration d'une monarchie constitutionnelle», a déclaré l'un des manifestants, Majed Taher, 32 ans.

La police avait bloqué les accès menant au secteur, alors qu'un hélicoptère survolait la région. Les manifestations se déroulent à l'initiative d'internautes qui ont appelé sur Facebook à manifester pour réclamer des réformes politiques et sociales dans la foulée des soulèvements en Tunisie et en Egypte.

JORDANIE

Amman va supprimer les restrictions pour les rassemblements publics

La Jordanie doit supprimer les autorisations préalables pour les rassemblements publics dans le cadre d'un projet de réformes politiques, a indiqué un ministre dans des propos rapportés hier par l'agence officielle.

Le ministre de l'Intérieur Saâd Hayel Srour a demandé, lundi, au gouvernement d'amender la loi sur les rassemblements publics et d'annuler un article qui conditionne les rassemblements et manifestations à une autorisation préalable, a indiqué l'agence gouvernementale Petra. «Au lieu de cela, les organisateurs de telles activités doivent informer les autorités 48 heures à l'avance», a indiqué le ministre. «Le Conseil des ministres devrait approuver cette recommandation et la soumettre au vote du Parlement.» Les organisations de défense des droits de l'homme locales et internationales, ainsi que la puissante opposition islamiste, ont souvent appelé à la révision de la loi sur les rassemblements publics. «C'est un pas en avant dans la voie des réformes politiques en Jordanie», a déclaré à l'AFP Khalil Aiyeh, un important député. La Jordanie est en proie à un mouvement de contestation sociale et politique qui s'est traduit par plusieurs manifestations, faisant écho à celles qui ont provoqué la chute du président Zine El Abidine Ben Ali mi-janvier en Tunisie et la démission du président Hosni Moubarak un mois plus tard en Egypte.